

LE GRAND SOIR

vendredi 18 octobre 2013

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info) [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



Les partis conservateurs font pression pour supprimer l'histoire palestinienne des programmes scolaires.

## La droite d'Israël s'attaque aux manuels scolaires

Jonathan COOK

Le gouvernement de droite d'Israël et ses partisans sont accusés d'alimenter un climat d'intimidation et d'intolérance croissantes dans les écoles et au sein des organisations qui travaillent à une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien.

Les récents efforts déployés par la droite pour museler les dissidents ont intégré la censure des manuels scolaires et la réduction au silence des organisations qui soulèvent des questions dérangeantes sur Israël et son passé, dans ce qui semble être une escalade dans la guerre pour les esprits des Israéliens.

Les groupes alliés au gouvernement ont tenté d'empêcher la récente tenue d'une conférence internationale à Tel Aviv qui a étudié les événements qui entourent la création d'Israël en 1948, connue sous le nom de « Guerre d'indépendance » pour les Israéliens, et de « Nakba », ou « catastrophe », pour les Palestiniens.

Dans le même temps, il est apparu que l'une des organisations d'extrême droite impliquées, Im Tirtzu (organisation d'étudiants – ndt), avait lancé une campagne pour fermer l'organisation à l'origine de la conférence, Zochrot, l'accusant d'avoir violé la loi israélienne en « rejetant l'existence d'Israël ».

Zochrot transgresse le plus grand tabou d'Israël : le droit de millions de Palestiniens de revenir dans leurs foyers dont eux-mêmes et leurs ancêtres ont été expulsés en 1948. Mais de nombreux Israéliens s'opposent avec véhémence à une telle démarche parce qu'ils la considèrent comme entraînant la fin de la judéité de leur État.

Eitan Bronstein, fondateur de Zochrot, a déclaré que la conférence de deux jours avait été particulièrement menaçante pour la droite. « Pour la première fois, nous sommes allés plus loin que le simple droit théorique au retour » a-t-il dit.

« Cette fois, l'accent a été mis très fort sur la façon dont nous pourrions faire entrer le retour dans la réalité. Des réfugiés nous ont même proposé des modèles simulés par ordinateur sur la façon dont il pourrait être mis en oeuvre sur le terrain ».

Le moment est embarrassant pour Israël alors que les pourparlers de paix longtemps gelés avec les Palestiniens viennent d'être relancés sous la pression des États-Unis. L'une des questions clés à résoudre est de savoir si les réfugiés doivent être autorisés à retourner dans les plus de 500 villages qu'Israël a détruits plus tard.

Plus généralement, les organisations d'extrême droite proches du gouvernement de Benjamin Netanyahu ont cherché à bloquer les financements pour les organisations considérées soit comme étant trop critiques à l'égard d'Israël, soit comme travaillant à la protection des droits humains des Palestiniens sous occupation.

### Un apprentissage politisé

Durant l'été, un des partis de la coalition gouvernementale a adopté une loi pour bloquer ce type de financement de ce qu'il qualifie une activité « anti-Israël ».

Une organisation d'extrême droite qui a aidé à la rédaction de ce texte, NGO Monitor, s'est servie de la conférence Zochrot pour mettre en avant l'illégitimité du financement étranger.

Yitzhak Santis, un dirigeant de NGO Monitor, a déclaré que les commanditaires européens de la conférence avaient conspiré dans une initiative qui équivalait à « un appel à l'élimination d'Israël en tant qu'État-nation du peuple juif ».

Le gouvernement est lui aussi sous la critique pour ses efforts croissants visant à contrôler le programme scolaire afin de supprimer les références à la Nakba et de minimiser les droits des citoyens palestiniens d'Israël, lesquels représentent le cinquième de la population.

Les révisions au programme d'instruction civique, que tous les élèves doivent étudier pour passer leur examen de fin d'études, ont été critiquées dans une étude qui doute que la démarche ultranationaliste du ministère de l'Éducation « soit même compatible avec un régime démocratique ».

Le nouveau manuel répercute la législation en cours d'élaboration par les membres de la coalition au pouvoir visant à conférer à Israël un caractère de patrie exclusive du peuple juif, et à faire ressortir que seuls les juifs ont droit à l'autodétermination en Israël.

Halleli Pinson, professeur en pédagogie à l'université Ben Gourion à Beersheva, qui a conduit cette étude, a déclaré que de plus en plus, au sein des écoles d'Israël, s'instaurait un « régime de peur ».

« Les valeurs démocratiques, libérales et humaines sont maintenant considérées comme illégitimes par les responsables de l'Éducation », dit-elle. « Elles sont considérées comme sapant le statut d'Israël en tant qu'État juif. Maintenant, la perspective pour être promu dans l'Éducation, c'est d'être totalement à droite ».

Lors de la récente conférence sur le droit au retour, des universitaires locaux et internationaux ont débattu de projets concrets pour faire revenir les réfugiés palestiniens en Israël.

Vu les restrictions pour entrer en Israël, peu de réfugiés palestiniens hors d'Israël ont pu venir y participer. Mais plusieurs réfugiés de l'intérieur, des Palestiniens avec la citoyenneté israélienne, y ont pris part. En dépit de leur citoyenneté, il leur est interdit, comme aux autres réfugiés, de revenir dans leurs villages. La conférence s'est tenue au Musée Eretz Israel, musée archéologique prestigieux de Tel Aviv.

#### « **Se souvenir** »

Zochrot, qui signifie « Se souvenir » en hébreu, est la première organisation à essayer d'éduquer les juifs israéliens à propos de la Nakba. Depuis sa fondation en 2002, elle a emmené des milliers d'Israéliens visiter des villages détruits, les panneaux restants en hébreu et en arabe pour identifier les rues, les cimetières et les immeubles disparus tels que les mosquées, les églises et les écoles, suscitant souvent l'hostilité des résidents juifs des lieux.

Dans le cadre de sa mission, Zochrot a créé des dossiers Nakba pour les enseignants, bien que les responsables de l'Éducation les aient interdits dans les salles de classe. Le ministère a également tenté d'empêcher les enseignants de participer aux séminaires Zochrot pendant leur temps libre.

L'an dernier, Zochrot a créé une cinémathèque offrant des témoignages de vétérans israéliens de la guerre de 1948. Beaucoup s'expriment devant une caméra pour la première fois sur les crimes de guerre qui ont été commis, et les opérations de nettoyage ethnique.

Le travail de l'organisation défie directement les efforts du gouvernement visant à supprimer les discussions sur les événements qui entourent la fondation d'Israël.

En 2008, peu avant de devenir Premier ministre, Netanyahu a déclaré qu'il mettrait un terme aux informations sur la Nakba. Se référant au programme scolaire, il indiquait : « La première chose que nous ferons sera d'en retirer la Nakba ».

Trois ans plus tard, le gouvernement de Netanyahu a adopté la loi qui interdit aux institutions publiques, dont les écoles et les bibliothèques, de recevoir des fonds d'État si elles se réfèrent à la Nakba.

De par son importance et sa combativité croissantes dans les remises en cause du récit traditionnel d'Israël à propos de 1948, Zochrot s'est mis à dos le gouvernement et ceux qui le soutiennent, affirme Bronstein.

« Comme il devient plus difficile d'ignorer notre action et que nous commençons à être plus connus, la droite s'est faite plus agressive dans les méthodes qu'elle utilise contre nous ».

L'an dernier, la police a encerclé les bureaux de Zochrot, à Tel Aviv, le jour où les Israéliens célébraient leur « indépendance » et où les Palestiniens commémoraient la Nakba, pour empêcher ceux de Zochrot de participer à une initiative où ils devaient lire à haute voix, sur une place publique centrale, les noms des villages palestiniens détruits.

La police, qui a arrêté trois membres de Zochrot qui tentaient de franchir le cordon policier, a justifié son action sur le terrain en disant que le groupe risquait de se faire agresser par la foule sur la place.

À la pointe de l'agression contre Zochrot il y avait un mouvement de jeunes d'extrême droite appelé Im Tirtzu. Bronstein dit que cette organisation a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement sur la rédaction de la loi contre la Nakba.

Des investigations conduites par des médias israéliens ont montré que le financement d'Im Tirtzu provient en partie de l'Agence juive, laquelle bénéficie d'un statut semi-gouvernemental en Israël. L'organisation est connue pour être proche des principaux ministres du gouvernement, notamment du ministre de l'Intérieur, Gideon Saar, qui était le conférencier

d'honneur à sa conférence annuelle de 2010. Celui-ci a qualifié son action de « bénie » et d'« extrêmement primordiale ».

Des organisations d'extrême droite, dont Im Tirzu, auraient fortement fait pression sur le Musée Eretz Israel pour l'annulation de la conférence de Zochrot, et pour une campagne de boycott du musée si l'initiative avait lieu.

A la dernière minute, les dirigeants mal à l'aise du musée ont tenté de modifier les conditions de la tenue de la conférence. Ils ont exigé de Zochrot à la fois qu'elle paie des gardes supplémentaires pour la sécurité afin de protéger les lieux contre les protestations de la droite, et qu'elle cache les références sur les affiches et les invitations à « Sheikh Muwannis », ce village palestinien détruit sur lequel le musée s'est construit.

Zochrot a refusé et le musée a dû céder, mais seulement après que des avocats l'aient menacé de poursuite en justice pour rupture de contrat. Michael Sfard, représentant Zochrot, a qualifié les exigences du musée d'« illégales » et déclaré qu'elles constituaient « une discrimination intellectuelle et idéologique ».

### **Un groupe « fasciste »**

Les efforts d'Im Tirtzu pour bloquer la conférence venaient après des révélations, plus tôt dans l'année, selon lesquelles son directeur, Ronen Shoval, avait engagé des détectives privés pour espionner les organisations de gauche comme Zochrot. Les détectives avaient fait irruption dans les bureaux de Michael Sfard, un éminent avocat des droits de l'homme, et volé des documents relatifs à ces organisations.

Ces révélations ont surgi lors d'une affaire judiciaire où Im Tirtzu avait saisi la justice contre huit militants qui l'avaient qualifiée de « fasciste » sur Facebook. Dans un moment humiliant pour Im Tirtzu, et pour le gouvernement, le juge du dossier a soutenu les huit militants après avoir entendu des experts israéliens en matière de fascisme affirmer que leur description était justifiée.

Un autre groupe d'extrême droite, NGO Monitor, a travaillé étroitement avec le gouvernement pour tenter d'arrêter la principale source de financement par des gouvernements européens des organisations de gauche et des organisations des droits de l'homme en Israël.

Bronstein a dit que NGO Monitor avait persuadé l'an dernier un financeur allemand, la Fondation EVZ, de retirer son argent.

Une tentative du gouvernement pour mettre au point une législation pour bloquer les fonds étrangers a été discrètement abandonnée en 2011, sous la pression des États-Unis et de l'Union européenne.

Cependant, l'un des partenaires de la coalition du gouvernement Netanyahu, le parti du Foyer juif, a annoncé au cours de l'été qu'il relançait cette législation. Les organisations mettant en doute les prétentions démocratiques d'Israël ou appuyant les enquêtes à l'encontre de soldats israéliens pour crimes de guerre seront exposées à la fermeture.

Jafar Farah, directeur de Mossawa, une organisation de défense de la minorité palestinienne en Israël, a déclaré que de nombreux financeurs « avaient peur » maintenant à cause de cette campagne.

« Les financements commencent à se tarir pour les organisations des droits de l'homme et les organisations arabes en Israël, car cette campagne réussit dans son objectif d'intimidation des donateurs », a-t-il dit.

Et d'insister sur la décision d'un donateur important, la Fondation Ford, qui arrête ses projets de financements en Israël à cause des pressions.

### **« Parti pris libéral »**

Dans l'intervalle, le gouvernement a été durement critiqué récemment pour avoir permis à une autre organisation d'extrême droite, l'Institut pour une stratégie sioniste, de réviser les livres scolaires utilisés dans les écoles pour préparer les élèves à leur examen de fin d'études, dans le cadre des efforts visant à rendre leur programme plus ouvertement nationaliste.

Le ministère de l'Éducation a organisé la révision des manuels en recherchant les symboles d'un « parti pris libéral », notamment les livres d'histoire qui se réfèrent à la Nakba.

Le principal sujet de débats, cependant, a concerné les cours d'instruction civique, seule partie du programme à aborder les questions comme la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité et les principes universels de citoyenneté.

L'an dernier, le superviseur du programme d'instruction civique du ministère de l'Éducation,

Adar Cohen, a été limogé malgré une pétition qui s'y opposait de centaines d'enseignants en civisme.

Il avait été critiqué par la droite pour avoir publié un manuel comprenant des références au rapport Goldstone, la mission d'enquête des Nations-Unies qui a critiqué Israël pour avoir commis ce qui lui semblait constituer des crimes de guerre durant l'agression contre Gaza dans l'hiver 2008-2009.

Asher Cohen, membre important de l'Institut pour une stratégie sioniste, a été nommé à la tête de la Commission pour l'Instruction civique du ministère. Fondé par des dirigeants de colons, l'Institut est fortement dépendant de financements venant d'organisations néoconservatrices à Washington.

À un autre membre de l'Institut, Aviad Bakshi, il a été donné la surveillance exclusive de la réécriture du principal manuel d'instruction civique, Être citoyens en Israël, après que la droite se soit plainte que le manuel critiquait trop le pays.

L'étude conduite par Pinson, de l'université Ben Gourion, a fait le constat que la nouvelle édition penchait fortement vers une conception nationaliste d'Israël favorisant le caractère juif de l'État aux dépens des principes démocratiques.

« L'influence de l'Institut pour une stratégie sioniste est claire dans le nouveau manuel. La perspective est très inquiétante : ces minorités en Israël ne devraient pas avoir le droit d'influencer la sphère publique. »

Le ministère de l'Éducation n'était pas disponible pour faire ses commentaires.

Yousef Jabareen, directeur de Dirasat, centre de politique sociale à Nazareth, qui a commandé l'étude, a dit qu'il avait reçu de nombreuses plaintes de la part d'enseignants des écoles arabes d'Israël.

« Ils disent être arrivés à la conclusion qu'il est impossible d'enseigner le programme parce que son message s'oppose à l'égalité et à l'intégration », dit-il. « C'est particulièrement problématique parce que ce matériel est obligatoire et que les élèves ne peuvent terminer leurs études sans passer l'examen d'instruction civique ».

Pinson indique que le manuel accuse aussi implicitement les citoyens palestiniens du pays de la discrimination qu'ils subissent, notamment des difficultés à trouver un emploi. Elle affirme que le message implicite sous-entend que « la minorité arabe est elle-même responsable de sa faible participation à la vie active ».

Jonathan Cook

<http://www.jonathan-cook.net/2013-10-07/israels-right-targets-textbooks/>

\* Jonathan Cook a remporté le Prix Spécial de journalisme Martha Gellhorn. Ses derniers livres sont *Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the to Remake the Middle East* (Pluto Press) et *Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair* (Zed Books). Voici l'adresse de son site : <http://www.jkcook.net>.

*traduction : Info-Palestine/JPP*

[http://www.info-palestine.net/spip.php++cs\\_INTERRO++article14081](http://www.info-palestine.net/spip.php++cs_INTERRO++article14081)  
<http://www.info-palestine.net/spip.php?article14081>

<http://www.legrandsoir.info/la-droite-d-israel-s-attaque-aux-manuels-scolaires.html>